

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Les petites phrases de la semaine

Rassemblées par Y.F.I

Cardinal Pietro Parolin, secrétaire d'État du Saint-Siège :

"L'Église au Gabon est appelée à servir Dieu et à adhérer à sa volonté (...). L'Église ne cherche pas de privilège, mais plutôt un espace et des accords avec l'État pour exercer librement dans un respect mutuel total".

Ali Bongo Ondimba, président du Parti démocratique gabonais (PDG) :

"Ce week-end, nous avons montré que notre famille politique est unie, forte, mobilisée et déterminée. Que notre parti (...) est celui des solutions et de l'action. Il nous appartient désormais, collectivement, de rassembler l'ensemble du pays. Et construire le Gabon d'après. C'est ce à quoi je vais m'atteler".

Steeve Nzegho Dieko, secrétaire général du Parti démocratique gabonais (PDG) :

"(...) L'unité est pour nous, le meilleur antidote contre la désunion, contre la résurgence des irrédentismes ethniques et les replis identitaires et communautaires. Les fractures riches-pauvres sont à bannir du PDG. Les divisions vieux-jeunes sont d'un autre âge. Les clivages hommes-femmes sont indignes de notre parti".

Thierry d'Argendieu Kombila, président de la Ligue panafricaine et patriotique de la défense de la souveraineté (LIPPADES) :

"Nous sommes pour une majorité d'idées et non pour une association des hommes... Nous ne sommes plus dans des regroupements dirigés par les hommes du plan B. Cela fait plus de six ans que nous attendons et nous n'allons pas attendre indéfiniment".

Richard Obiang Ava, coordonnateur général du Comité d'action politique (CAP) :

"Fort de son expérience, Ali Bongo Ondimba est le seul à même de permettre à notre pays de relever les défis auxquels il fera face dans les années à venir. N'écoutez pas tous les vendeurs d'illusions qui vous vendent du rêve".

René Aboghe Ella, parrain de la 6e promotion de l'Université internationale de Libreville (UIL) :

"Il n'existe pas de formule magique pour le succès. L'essentiel réside dans le sérieux qui implique une certaine discipline personnelle".

Présidentielle 2023 : Nzigou Manfoumbi candidat ?

D'AUCUNS pourraient répondre par l'affirmative à cette question, en se basant sur ses déclarations, le week-end dernier à Port-Gentil. Le président du Front d'égalité républicaine (FER) y est allé installer les responsables locaux de son parti.

O. N.
Libreville/Gabon

TOUT porte à croire que l'élection présidentielle prévue pour l'année 2023 aiguise pas mal d'appétit chez les responsables des partis politiques, surtout ceux se réclamant de l'opposition. Serait-ce le cas de Bonaventure Nzigou Manfoumbi, le président du Front d'égalité républicaine (FER) ? Rien n'est moins sûr, à en juger par sa sortie, le week-end écoulé, dans la capitale économique.

En effet, profitant de l'installation des responsables locaux de sa formation politique, le député du 2^e siège du département de la Douigny (Moabi), n'a pas manqué de jeter un regard prospectif sur cette échéance qui, depuis plusieurs semaines, fait bouger les états-majors des structures politiques. Selon lui, les instances dirigeantes du FER ont décidé de



Le président du FER, Bonaventure Nzigou Manfoumbi, lors de son allocution récemment à Port-Gentil.

présenter un candidat au prochain scrutin présidentiel.

"Je vous l'annonce de manière solennelle, a dit Nzigou Manfoumbi, le FER présentera une candidature en 2023. Le pays nous appartient tous, nous avons également un réseau, et certains sont

prêts à nous aider. Même si nous devrions faire le tour du Gabon à pied pour battre campagne, nous le ferons !".

Tout en affichant les ambitions de sa chapelle politique pour les autres élections (législatives et locales) à venir, le président

du FER a invité les électeurs à aller se faire enrôler sur les listes électorales le moment venu.

La question que d'aucuns se posent est celle de savoir si c'est lui-même, Bonaventure Nzigou Manfoumbi, qui sera le porte-étendard du FER.

La Semaine

Le plus dur commence !

LA diplomatie aurait sans doute dominé l'actualité politique de la semaine écoulée si le Parti démocratique gabonais (PDG) n'avait pas organisé son 12^e Congrès ordinaire vendredi et samedi. C'est dire que cet événement a un peu relégué au second plan les séjours dans notre pays du président angolais Joao Manuel Lourenço Gonçalves, et du secrétaire d'État du Vatican, le cardinal Pietro Parolin. Il en est de même de la séance des questions orales au gouvernement à l'Assemblée nationale ; etc.

Avant d'évoquer les assises du parti au pouvoir soulignons, par rapport aux événements diplomatiques mentionnés ci-dessus, que le séjour du président angolais s'inscrivait dans le cadre d'une visite de travail et d'amitié. Quant au secrétaire d'État du Vatican, son séjour entrait dans le cadre de la célébration du quarantenaire de la visite du pape Jean-Paul II au Gabon, et du 25^e anniversaire de la signature de l'accord-cadre entre le Gabon et le Saint-Siège...

Beaucoup d'encre et de salive a coulé sur l'annulation de la séance de questions orales au gouvernement à l'Assemblée nationale. Il s'agit là de l'un des moyens constitutionnels dont dispose le Parlement (Assemblée nationale et Sénat) pour contrôler l'action du gouvernement. Selon la Constitution, cet exercice devrait même se passer au moins une fois par mois. Mais tout observateur de la vie parlementaire aura constaté que cette disposition est loin d'être respectée. Malheureusement.

Revenons au PDG. Il ne s'agit pas de relever la forte mobilisation constatée au stade de l'Amitié sino-gabonaise d'Angondjé. Elle ne peut surprendre personne. Relancer le parti en le rendant uni et fort dans la perspective des échéances électorales de 2023 : c'est là, en filigrane, le principal objectif visé. A-t-il été atteint ? C'est trop tôt pour l'affirmer. Toutefois, d'aucuns parlent ici et là de déceptions et grincements de dents quant aux choix de certains membres du directoire et des instances décisionnelles du parti...

Nombre d'analystes politiques estiment que le plus dur commence maintenant. Car dès lors que les ambitions sont clairement affichées, il va falloir réfléchir sur les stratégies à même de démolir les arguments des adversaires qui consistent à insister sur les difficultés croissantes (nombreuses et dans tous les secteurs vitaux), auxquelles les Gabonais font face aujourd'hui.

En un mot, réfléchir pour trouver une réponse à cette question que se posent nombre de citoyens y compris au sein du PDG même : pourquoi doit-on encore faire confiance au PDG ?

À ce niveau, le "Distingué camarade président" a su anticiper, en demandant aux siens d'investir le terrain pour aller partout convaincre les sceptiques.

ONDOUBA'NTSIBAH